

Pour nouer les rapports de collaboration en Asie du Nord-Est

Alexandre Vorontsov

directeur du Département d'Etude de la Corée
à l'Institut de l'Orient à l'Académie de la Russie



1. La force de la souveraineté qui est animée dans le monde

Il y a deux grandes tendances dans le monde actuel.

L'une prétend de diffuser dans le monde l'idéologie, la politique, l'économie et la vie américaines en considérant qu'il est tout à fait naturel que les peuples du monde entier les acceptent.

L'autre est le courant de l'indépendance voulant établir le système de l'égalité, de l'équité et de l'émancipation grâce à la réalisation de la souveraineté dans l'arène internationale.

On peut noter par exemple les mouvements lancés en Amérique latine, en Asie de l'Est et le mouvement islamique pour les courants concrets qui veulent réaliser l'émancipation.

Chaque pays à sa propre culture indépendante y compris sa mode de vie. Il est entièrement vrai qu'il n'est pas raisonnable de forcer le monde entier de suivre la démocratie américaine.

Par exemple, la Chine veut établir le système politique indépendant.

L'attitude indépendante est manifestée net dans les interventions des délégués de différents pays au séminaire académique organisé en commun par l'Institut américain de Brookings et la Fédération économique du Japon.

Le délégué américain a dit au séminaire académique que l'économie mondiale doit être unie sur la base du principe démocratique de type américain qui est pour lui la conception de la valeur commune du monde et que le rôle des Etats-Unis d'Amérique est très important aussi en Asie.

En s'opposant à son intervention, le délégué de la Chine a dit que la circonstance de l'Asie de l'Est est tout à fait différente de celle des Etats-Unis d'Amérique et de l'Europe occidentale sur le plan économique et qu'il est difficile d'approuver l'unité économique de type américain, car il y a en Asie le fondement culturel propre à l'Asie indépendante.

Il a ajouté aussi que le séminaire académique étant pour l'Asie de l'Est, la participation américaine n'est jamais convenable et que l'union économique en Asie de l'Est est possible sans participation des Etats-Unis d'Amérique comme l'Union européenne est formée sans présence des Etats-Unis d'Amérique.

Peu de temps après, s'est tenue à Saint Petersburg de la Russie la réunion internationale sur les pourparlers stratégiques entre la Russie et la Corée du Sud.

Le délégué de la Corée du Sud, membre du Comité pour le développement de l'Asie orientale, directement rattaché au président de la République, faisant allusion à l'Organisation de coopération de Shanghai, a proposé à la conférence internationale la question de savoir sur quel principe peut-on s'appuyer, quel type d'organisation de coopération peut-on organiser pour régler le problème de la coopération, et ce pour le développement fructueux des pays de l'ASEAN par leurs propres forces en dehors de la participation des Etats-Unis et de l'Europe.

Pour que les pays de l'ASEAN développent de façon fructueuse par leurs propres forces l'organisation de coopération de Shanghai, les pays de la région de l'Asie orientale doivent en principe gérer par leurs propres forces l'organisation de coopération de Shanghai selon leurs propres pensées et volonté. Pour y aboutir, il est important de réaliser la politique indépendante et le développement économique dans différents pays de l'Asie orientale et de renforcer, sur cette base, la coopération entre eux en leur assurant le développement indépendant.

Comme l'ont souligné toujours le Président Kim Il Sung et le Secrétaire général Kim Jong Il, le développement indépendant de chaque pays et la réalisation de la souveraineté des masses populaires se montrent aujourd'hui urgents et réels.

Pour prendre un exemple typique de la réalisation de la souveraineté, on peut citer le problème nucléaire dans la péninsule coréenne et les pourparlers à six parties.

La RPD de Corée (appelée ci-dessous la Corée) est un petit pays par rapport aux Etats-Unis. Pourtant, elle maintient avec succès son attitude indépendante et réalise comme il faut sa souveraineté. Nous sommes tenus d'examiner cet aspect de la Corée pour apprendre ses expériences.

Selon M. Primakov du Ministère des Affaires étrangères de la Russie, il y a deux facteurs importants des succès obtenus par la Corée dans la politique extérieure.

L'un est d'unifier et de concentrer ses potentialités. Pour prendre le mot coréen, c'est l'unité et la cohésion monolithiques.

L'autre est la volonté politique, la conception politique.

Sur ce deuxième facteur, a été organisé le séminaire par l'Institut de Brookings de Washington.

Selon ce séminaire, la préoccupation suprême de la diplomatie de Washington est actuellement le développement de la Chine et le problème de l'exploitation nucléaire de la Corée.

Les néoconservateurs ont prétendu que le point de départ de la deuxième crise nucléaire commencée depuis 2002 dans la péninsule coréenne était au côté de la Corée qui, selon eux, a violé l'accord, faisant échouer les négociations bilatérales coréo-américaines.

D'après eux, s'ils participent au dialogue direct avec la Corée, cela signifie qu'ils tolèrent les activités malveillantes de la Corée, donc ils ne peuvent pas engager les négociations bilatérales.

Cette position de confrontation des Etats-Unis était l'objet de la critique de différents pays du monde.

Les pourparlers à six parties sont importants bien sûr, mais il est encore plus important d'avoir le contact direct. Car la cause principale de ce problème réside à la méfiance réciproque et aux rapports tendus entre la Corée et les Etats-Unis.

Il est impossible de régler ce problème tant que les deux pays n'entrent pas en dialogue direct.

En fait de telle critique mondiale, un diplomate américain a dit de façon pourtant non officielle que la Corée a gagné toujours la victoire dans le dialogue direct, c'est pourquoi, les Américains ne répondent pas au dialogue direct de peur que la Corée gagne encore.

En conséquence, les Américains ont évité le dialogue direct pour choisir les pourparlers à six parties, et ce dans l'intention de former le front uni contre la Corée.

Ils disent officiellement qu'ils entament ces pourparlers pour régler le problème nucléaire dans la péninsule coréenne, mais en réalité, ils visent par là à disloquer le système de la Corée à l'aide de la force des autres pays. Inciter les 5 pays participants aux pourparlers à isoler unanimement la Corée pour l'amener à se ruiner, tel était leur objectif.

Pourtant, ce n'était pas la Corée, mais les Etats-Unis qui se trouvaient isolés réellement aux pourparlers.

Les Etats-Unis ont essayé d'interdire à la Corée d'exploiter l'énergie nucléaire non seulement pour les armes nucléaires mais aussi pour l'utilisation pacifique. Ils l'ont forcée d'abandonner même la centrale nucléaire pacifique.

Le TNP assurant pourtant les activités nucléaires pacifiques des pays membres, la position des Etats-Unis à l'égard de la Corée implique une contradiction évidente. C'est ce qui est indiqué par les autres pays. Les Etats-Unis voulaient la dislocation du système en Corée.

Ils ont prévu naïvement: si la Corée est isolée, elle connaîtra la difficulté économique, qui, à son tour, engendrera la révolte contre le système de Kim Jong Il, lequel finira par se ruiner.

Pourtant, les autres pays n'étaient pas sans savoir que cette prévision n'était rien d'autre qu'un rêve chimérique propre aux Américains.

Les Coréens ont leur ferme conviction et leur position inébranlable propres à la Corée indépendante.

Les Américains ont tenté en vain d'amener la Corée à la ruine sans la moindre compréhension sur la substance et la réalité concrètes de la Corée.

Ils attendaient toujours la dislocation du système de la Corée, alors que les quatre autres pays sauf les Etats-Unis espéraient la solution pacifique du problème par voie diplomatique.

Les néoconservateurs américains ne voulaient même pas écouter le conseil des experts qui s'occupaient de la Corée à l'intérieur des Etats-Unis.

Les experts ont critiqué cette manière de penser et cette attitude de l'Administration de Bush. Pourtant, les Etats-Unis persistaient dans leur prétention de refuser le dialogue direct.

Quant à la Corée, elle a mené à son tour l'exploitation nucléaire. Si les Américains veulent vraiment résoudre le problème nucléaire en Corée, ils n'ont pas la raison, c'est évident, de ne pas accepter le dialogue avec la Corée, mais ils le refusent toujours.

Face à la position coercitive des Etats-Unis de ne pas hésiter à lancer une attaque nucléaire contre la Corée, celle-ci a accéléré l'exploitation nucléaire pour protéger la sécurité du pays.

L'année dernière, la Corée a réussi à l'essai nucléaire.

Tout cela montre que la politique de Bush a subi une défaite parfaite.

La propagande démagogique a été continué sous plusieurs formes faisant circuler le bruit que la Corée est la menace pour le monde, surtout pour le Nord-Est de l'Asie.

Mais en réalité, s'est déroulé le dialogue direct entre la Corée et les Etats-Unis un mois après la réussite à l'essai nucléaire par la Corée.

2. L'essai nucléaire de la Corée qui a assuré la paix en Asie

L'essai nucléaire de la Corée est un éclatant témoignage de la défaite du gouvernement du Parti républicain des Etats-Unis dirigé par George Bush dans la politique à l'égard de la Corée.

Le Parti démocrate américain dirigé par Bill Clinton a pratiqué la politique du dialogue avec la Corée sous forme de l'«Accord-Cadre» conclu en 1994 et y a savouré certains succès: l'arrêt du plan nucléaire de la Corée et la mise de ce plan sous la surveillance du groupe d'inspection international.

L'Organisation pour l'exploitation de l'énergie dans la péninsule coréenne (KEDO), groupe international des travaux communs sous l'auspice des Etats-Unis a poursuivi avec succès le plan de construction de deux piles atomiques à eau légère en Corée, bien que tardivement par rapport à ce qui était prévu.

Pourtant, au sein du gouvernement du Parti républicain dirigé par le président Bush, c'étaient les néoconservateurs qui en ont tenu les rênes pour définir la politique extérieure des Etats-Unis.

Ils ont apporté un grand changement à la politique appliquée jusqu'ici à l'égard de la Corée en concentrant leurs efforts sur la suppression du système de la Corée au lieu de l'amener à abandonner le plan de l'exploitation nucléaire.

Au cours de son premier mandat, le président Bush a taxé la Corée de l'«axe du mal» et au cours de son deuxième mandat, l'a mise sur la liste des «Etats despotiques».

La politique des Etats-Unis envers la Corée a changé brusquement de la politique de «dialogue» et d'«embrassement» du gouvernement de Clinton à la politique hostile du gouvernement de Bush pour s'orienter vers l'isolation totale de la Corée en lui faisant des pressions par moyen de l'arrêt de l'application de l'«Accord-Cadre» coréo-américain (2002), du gel et de la dissolution de KEDO (2005) pour l'amener à abandonner le plan d'exploitation nucléaire.

Le gouvernement de Bush a mis sur pied le «Plan de non-prolifération des armes meurtrières (PSD)», le «dessein de non-violation des lois» pour presser la Corée.

La Corée a présenté de nombreuses propositions aux Etats-Unis: régler le problème à travers le dialogue bilatéral, conclure le traité de non agression entre les deux pays et échanger les opinions réciproques sur le plan d'exploitation nucléaire pour assurer la sécurité stable, etc.

Néanmoins, les Américains ont méprisé toutes ces propositions en rejetant toujours le dialogue direct avec la Corée.

Le gouvernement de Bush n'a prêté aucune attention aux opinions des spécialistes intérieurs et extérieurs sur la politique américaine à l'égard de la Corée.

Les spécialistes ont prétendu qu'il n'y a aucune raison valable à la prévision des Etats-Unis qui croient que le régime de Kim Jong Il se ruinera s'ils le pressent et isolent et que les comportements arbitraires des Américains ne produiront aucun effet positif.

Ils ont noté que si la Corée a la force de dissuasion nucléaire, c'est à cause des Etats-Unis, non pas à cause des autres pays quelconques et que si le gouvernement de Bush continue d'éviter la solution du problème nucléaire de la Corée sans entrer en négociations bilatérales, la circonstance s'aggraverait encore plus pour lui.

Finalement, anxieuse de la menace du gouvernement de Bush qui tentait de disloquer le système coréen, la Corée s'est retirée en janvier 2003 du Traité de non-prolifération nucléaire (NPT) et s'est engagée dans la fabrication des «armes nucléaires» pour la défense nationale: elle n'a pas voulu se voir imposer le sort de l'Yugoslavie et de l'Irak.

Le gouvernement de Bush a poursuivi au cours de ces sept dernières années la ruine du système de Kim Jong Il en Corée et son abandon du plan d'exploitation nucléaire, ce qui a apporté au contraire le résultat suivant:

Le système de Kim Jong Il s'est renforcé plus qu'auparavant.

La possession des armes nucléaires par la Corée a été réalisée enfin.

Le fait s'est montré encore plus évident que le problème nucléaire coréen a été occasionné par les rapports anormaux coréo-américains, au contraire de la prétention du gouvernement américain selon laquelle il est nécessaire d'ouvrir les pourparlers multilatéraux, car le plan d'exploitation nucléaire de la Corée menace le monde. La réalité montre que l'influence de la tierce partie sur les Etats-Unis et sur la Corée est limitée, malgré les efforts des pays intermédiaires tels que la Russie, la Chine, la Corée du Sud et autres.

Le problème nucléaire de la Corée nous montre clairement ce que nous devons faire à l'avenir.

La possession d'armes nucléaires par la Corée nous semble en apparence un facteur négatif. Mais il ne faut pas exagérer la possession nucléaire de la Corée.

Evidemment, certains critiques disent que la possession nucléaire de la Corée excitera les pays voisins tels que le Japon, la Corée du Sud, le Taiwan à exploiter les armes nucléaires, mais ce n'est pas vrai.

D'abord, ces pays-là se trouvent sous le parapluie nucléaire des Etats-Unis qui ne toléreront jamais qu'ils se débarrassent de leur alliance pour devenir les «Etats nucléaires indépendants».

Ensuite, c'est parce que la possibilité que la Corée exporte aux tiers Etats des armes ou des matières nucléaires n'existe presque jamais au contraire à la prétention constante du

gouvernement Bush.

Car, primo, le Ministère coréen des Affaires étrangères a déclaré le 3 octobre 2006 l'interdiction absolue de la «sortie nucléaire».

Secundo, la «sortie nucléaire» ne correspond jamais à l'intérêt de la Corée qui accorde toujours la prépondérance à la sûreté nucléaire.

Le Ministère des Affaires étrangères de la Russie a appelé dans sa déclaration du 9 octobre 2006 «tous les pays concernés à maintenir l'attitude de patience et à se maîtriser dans cette circonstance compliquée» pour régler le problème à travers le dialogue.

Le Ministère chinois des Affaires étrangères aussi a pris la même position que la Russie.

Surtout, il ne faut pas oublier qu'à l'intérieur même des Etats-Unis il y a de nombreux gens qui souhaitent de résoudre le problème à travers le dialogue.

Madelin Albright, ex-secrétaire d'Etat américain a participé à l'entretien scientifique coréo-américain tenu à New York à la veille de l'essai nucléaire de la Corée au cours duquel elle a dit qu'il est possible de réaliser la dénucléarisation de la Corée malgré la situation très tendue créée aujourd'hui si les Etats-Unis retournent à leur politique de dialogue active avec le gouvernement coréen.

La parole faite par Albright avant les élections intermédiaires américaines prévues pour le novembre 2006, prévoyant la victoire du Parti démocrate traduit, si j'ose affirmer, l'opinion de ce parti sur le problème coréen.

La réussite de la Corée à l'essai nucléaire a pressé de nombreux pays dont la Russie, la Chine, la Corée du Sud et autres de faire continuellement de gros efforts pour la réalisation pacifique et politique du problème nucléaire dans la péninsule coréenne et celle de la dénucléarisation en Asie du Nord-Est.

Par conséquent, on peut tirer la conclusion que les Etats-Unis sont obligés nécessairement de prendre l'attitude active dans la politique à l'égard de la Corée.

3. Les pourparlers à six parties sur la voie sûre de l'action par l'action

On parle beaucoup à propos des pourparlers à six parties tenus en février 2007 à Pékin.

En général, on commente que par suite de l'espérance de longue date et des efforts politiques, s'est réalisé enfin le processus de dénucléarisation en Corée.

En définitive, on a l'impression que le but final qu'est la dénucléarisation dans la péninsule coréenne est en train de se réaliser.

Lors des pourparlers à six parties tenus en février dernier à Pékin, a été présenté un projet selon lequel on ferme les installations nucléaires de la Corée à Nyongbyon, y compris les piles atomiques et les équipements de production et de retraitement du plutonium qui est les matières nucléaires déjà usées.

Ces installations nucléaires de la Corée seront inspectées par l'AIEA et sera établi le système pour la surveillance et la vérification permanentes. Au cas où la Corée déclare l'abandon de tous les plans nucléaires, la suppression des matières nucléaires et l'arrêt de fonctionnement des

équipements nucléaires, l'aide économique sera donnée sous forme de la fourniture d'un million de tonnes d'huile lourde. Mais en réalité, la quantité en sera dépassée, car on est convenu sur la solution du problème entre les Etats-Unis et la Corée et sur la normalisation parfaite des relations d'Etat entre les deux pays.

D'abord, le gouvernement américain abandonnera l'ancienne politique de blocus économique à l'égard de la Corée et effacera la Corée sur la liste des «pays voyous» soupçonnés d'avoir soutenu l'organisation terroriste internationale.

Ensuite, il abolira le contrôle de commerce à l'égard de la Corée.

Nous observerons si les problèmes susdits se réaliseront vraiment dans un proche avenir. Dans ce sens les premiers 60 jours pendant lesquels doivent être réalisées les mesures prévues pour la première étape étaient la période qui nous amène à interroger si la résolution adoptée aux pourparles à six parties tenus à Pékin est vraie ou non.

La Corée s'acquittera à coup sûr de ses devoirs sur la base du principe de l'action par l'action. Au cas où sera réalisée loyalement la résolution adoptée aux pourparles à six parties déroulés à Pékin, la Corée fermera les piles atomiques et les autres installations nucléaires de Nyongbyon. En général, ce mouvement progressera droit.

Mais à l'heure actuelle surgissent des problèmes juridiques. Par exemple, il y a la question de savoir quelle sera la forme de l'inspection nucléaire. L'AIEA a l'expérience de l'inspection nucléaire comprenant de tels problèmes. Elle a effectué ses inspections sur les installations nucléaires jusqu'à l'année 2003 où la Corée s'est retirée du Traité de non-prolifération nucléaire.

Les difficultés définitives dans la présente inspection sont ce qui suit: c'est l'inspection nucléaire à faire dans un pays qui a quitté le Traité de non-prolifération nucléaire; il n'y a pas de précédent de l'inspection nucléaire dans un pays qui n'a pas l'intention de retourner au Traité de non-prolifération nucléaire.

Le problème difficile à résoudre légalement autour de l'inspection nucléaire sur la Corée est la question de savoir si quelque pays participant aux pourparlers à six parties tenus en février dernier à Pékin ont le droit de légaliser le système d'inspection nucléaire de l'AIEA sans la participation de cette dernière. Si oui, on pose ces questions: pourquoi l'AIEA doit-elle faire l'inspection nucléaire à ses frais sur un pays qui est hors du Traité de non-prolifération nucléaire? Pourquoi les pays satellites des participants aux pourparlers à six parties doivent-ils se charger des frais nécessaires à l'inspection nucléaire de l'AIEA?

Un autre problème concerne la manière dont on résout la sanction économique des Etats-Unis contre la Corée autour de la BDA de Macao. Selon la demande des Etats-Unis, depuis déjà à 18 mois une somme énorme de la Corée se plonge dans un état de blocage anormal.

Comme tout le monde le sait, ce problème se montre très délicat.

Les pourparlers à six parties sont entrés dans une nouvelle phase évidente. L'accord récent des pourparlers à six parties le montre. On peut dire que cet accord est un résultat de la victoire des modérés à l'intérieur du gouvernement américain. Derrière ce résultat sont les activités énergiques du ministre d'Etat américain Condoleezza Rice. C'est elle, dit-on, qui a proposé au président Bush l'opportunité du dialogue avec la Corée.

Les forces hostiles à l'égard de la Corée au sein du gouvernement américain exerçaient une influence absolue, quantitativement et qualitativement, sur le soi-disant «parti colombe», telle était dans une certaine mesure la raison pour laquelle la ligne du dialogue n'était pas stable dans la politique américaine envers la Corée. Par conséquent, tout essai n'a pas produit ses effets de détente et d'étendre l'antagonisme politique entre les Etats-Unis et la Corée.

Les forces d'hostilité à l'égard de la Corée au sein du gouvernement américain essaient de freiner le mouvement de ceux qui veulent effacer la Corée sur la liste des «Etats soutenant le terrorisme» et réaliser un nouvel objectif: établissement des relations diplomatiques sous tous les aspects avec la Corée. Les agissements de ces forces américaines ont annulé les résultats entassés jusqu'ici, empêchant le mouvement constructif pour l'amélioration des relations entre les deux pays.

La position inébranlable du gouvernement coréen de résister farouchement jusqu'au dernier homme et l'aspiration anti-américaine de la Chine qui a exprimé la volonté contraire aux Etats-Unis cherchant à mettre la Corée en confusion ont mis le frein au despotisme américain. On peut le savoir bien par le fait que finalement à travers les pourparlers à six parties, le gouvernement américain a changé sa politique pour acquiescer au dialogue bilatéral avec la Corée. Il est également vrai que les Etats-Unis veulent entrer en relations souples avec un des pays qu'ils ont définis comme l'«axe du mal». De ce fait, on peut deviner que le gouvernement de Bush a l'intention d'améliorer les relations avec la Corée, s'abstenant de s'obstiner dans sa méthode à laquelle il a eu recours jusqu'ici. Cela nous montre le changement tactique que le gouvernement de Bush a opéré à la lumière de la situation actuelle bien examinée.

Cependant, ce n'est pas si facile au gouvernement de Bush de passer à la tactique souple. A travers l'attitude du gouvernement de Bush, on peut dire qu'il cherche plutôt une méthode plus réelle pour résoudre le problème nucléaire de la Corée ou que c'est une expression de sa volonté politique.

Pour justifier le changement important opéré dans la politique américaine à l'égard de la Corée, on peut citer la parole importante tenue en février dernier par un haut fonctionnaire du gouvernement américain directement intéressé aux pourparlers à six parties de Pékin, faisant allusion au changement de la politique pratiquée jusqu'ici par les Etats-Unis. Le vice-ministre d'Etat américain Christopher Hill et la personnalité renommée du milieu des mass media De Thoran ont exprimé leur opinion selon laquelle la critique du pouvoir du Parti républicain sur la parole du côté coréen concernant le problème de HEU n'a pas la raison pertinente.

En commentant simplement le résultat des 6e pourparlers à six parties tenus en mars de cette année, je trouve nécessaire de rappeler ce qui suit.

On a prévu au moins que les tâches des pourparlers en mars seraient principalement de «caractère professionnel», telles que la concrétisation des contenus de l'accord, la précision du délai prévu pour l'accomplissement des devoirs qui s'imposent à chaque pays, la fixation du nouveau délai, etc.

Pourtant, le gouvernement américain n'a pas accompli son devoir qu'il a dû déjà remplir selon l'accord, c'est-à-dire le devoir qui lui incombait de lever le blocage de 25 millions de dollars du

fonds coréen déposé à la BDA de Macao, bloqué depuis le mois de septembre 2005 selon la demande du gouvernement américain. Pour cette raison, la discussion sur ce problème a avorté dès le début des pourparlers. Selon l'accord du février 2007, le gouvernement américain était obligé de lever le blocage de ce fonds coréen déposé à la BDA dans les 30 jours, soit jusqu'au 15 mars. Mais il n'a pas rempli ce devoir jusqu'à la date prévue et de ce fait, le problème professionnel s'est transformé en problème politique, empêchant l'ensemble des discussions. Par suite, la délégation coréenne à Pékin a accusé le côté américain de ne pas avoir tenu sa promesse, précisant que tant que le fonds bloqué à la BDA n'est pas rendu, il est impossible d'arrêter le fonctionnement des piles atomiques de Nyongbyon.

De nos jours, le problème de lever le blocage de 25 millions de dollars du fonds coréen déposé à la BDA constitue le sujet principal de discussions entre la Corée et les Etats-Unis, il est aussi la cause principale de rendre nul l'accord déjà passé.

Le gouvernement américain prend pour le prétexte un soupçon jamais fondé disant que la Corée participe au lavage de l'argent par moyens de faux billets et de technique de missile ou à l'aide de la vente de la drogue et des marchandises imitées et il l'utilise comme un moyen pour appliquer une pression sur la Corée et lui infliger une sanction. La prétention américaine est une méthode de coercition tout à fait déraisonnable.

Il convient de bien retenir que le gouvernement américain s'est appuyé sur ce problème pendant 18 mois derniers. Il abandonne tous ses devoirs imposés par l'accord. Il prétend avoir rempli tous ses devoirs basés sur l'accord, mais il n'exerce aucune influence aux autorités de Macao dans la formalité financière ou le contrôle de la BDA.

Récemment, le délégué du Ministère d'Etat américain a déclaré officiellement que le gouvernement américain remplit les devoirs qui lui sont imposés devant la communauté internationale selon les résolutions No 1695 et No 1718 du Conseil de Sécurité de l'ONU en appliquant la sanction financière sur la Corée. L'organisme de la publicité du gouvernement américain crée le climat selon lequel la banque étrangère ne doit pas traiter le fonds coréen sans présenter pourtant aucune preuve capable de confirmer l'acte illégal de la Corée.

Aujourd'hui, le gouvernement américain ne peut plus persister dans sa politique visant à réaliser de force son objectif par tous les moyens. Il a déjà compris que c'est le temps de céder à la Corée pour faire progresser les pourparlers à six parties. Mais il dit que ce n'est pas facile d'abolir la politique pratiquée jusqu'ici. Reconnaissant que le fonds bloqué en question doit être rendu à la Corée, il prend pourtant l'attitude très contradictoire prétendant qu'au moins une partie de ce fonds est dans l'état soupçonneux.

Le Ministère américain des Finances n'a pas blâmé la BDA de sa responsabilité dans le «la vage de l'argent» par la Corée, mais suivant les dispositions de la loi du patriotisme décrétée en 2001, il a inscrit la Corée sur la liste noire et a interdit totalement les établissements américains de faire des affaires avec la BDA.

Cette déclaration a été rendue publique le 14 mars, juste un jour avant l'ouverture des pourparlers à six parties et presque en même temps que la promesse qu'a faite le gouvernement américain de lever le blocage du fonds coréen.

Une société juridique indépendante de San Francisco a rendu publique à la veille le résultat d'enquête minutieuse, selon lequel sauf un problème insignifiant relatif aux comptes, il n'y a aucune preuve capable de mettre en cause le gouvernement coréen. Donc, la déclaration américaine concernant l'interdiction des affaires avec la BDA était entièrement déraisonnable. Par suite de telle politique contradictoire, le transfert de fonds par l'intermédiaire de la banque des autres pays (la Chine, la Mongolie, le Viet-Nam et la Russie pouvaient être pays intermédiaires) est devenu impossible, ce qui a rendu encore plus difficile la solution du problème du fonds coréen.

Il est tout naturel qu'une banque internationale ne veut pas traiter le fonds que le gouvernement américain trouve «suspçonneux», tout en sachant qu'elle risque d'être menacée par la sanction financière du gouvernement américain.

Lors des négociations autour du problème nucléaire dans la péninsule coréenne, le gouvernement coréen prend une position de principe selon laquelle il ne prendra aucune mesure jusqu'à ce que le gouvernement américain prenne des mesures vraiment adéquates.

Pour le moment, face à la position indépendante invariable de la Corée, le gouvernement américain se trouve dans la position de ne pas pouvoir ne pas changer son attitude intransigeante qu'il maintient depuis six ans.

En conclusion, le gouvernement américain de Bush a échoué dans le match de football à l'américaine qu'il a fait à l'essai, alors que le Secrétaire général Kim Jong Il a gagné de nouveau le match d'échecs.

(Tokyo, le 22 mai 2007)